

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION**

SECRETARIAT GENERAL

**DIRECTION GENERALE DE
L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR**

BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

**Arrêté N° 2019-434/MESRSI/SG/DGESup
portant modalités d'élection des directeurs et
directeurs adjoints d'établissement, des
coordonnateurs de section et des chefs de
département dans les institutions
publiques d'enseignement supérieur et de
recherche.**

VISA DU DCMET

**LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION,**

- Vu la Constitution ;
- Vu le décret n°2019-004/PRES du 21 janvier 2019 portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu le décret n°2019-0042/PRES/PM du 24 janvier 2019 portant composition du Gouvernement du Burkina Faso ;
- Vu le décret n° 2019-0139/PRES/PM/SGG-CM du 18 février 2019 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- Vu la loi n°006-2003/AN du 24 juillet 2003 relative aux lois de finances et son modificatif n°039-2013/AN du 28 novembre 2013 ;
- Vu la loi n°032-2000/AN du 8 décembre 2000 portant création de la catégorie d'Etablissement Public de l'Etat à caractère scientifique, culturel et technique (EPSCT) ;
- Vu le décret n°2016-382/PRES/PM/MESRSI du 20 mai 2016 portant organisation du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'innovation (MESRSI) ;
- Vu le décret n°2014-612/PRES/PM/MEF du 24 juillet 2014 portant statut général des établissements publics de l'Etat à caractère scientifique, culturel et technique (EPSCT) ;
- Vu le décret N°2018-1271/PRES/PM/MESRSI/MINEFID du 31 décembre 2018 portant organisation de l'enseignement supérieur ;

A R R E T E

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Le présent arrêté fixe les modalités d'élection des directeurs et directeurs adjoints d'établissement, des coordonnateurs de section et des chefs de département dans les institutions publiques d'enseignement supérieur et de recherche (IESR).

Article 2 : Sont des établissements, au sens du présent arrêté, les Unités de Formation et de Recherche (UFR), les Ecoles doctorales, les Ecoles ou Instituts dans les IESR.

SECTION I : CORPS ELECTORAL

Article 3 : Les directeurs et directeurs adjoints d'établissement, les coordonnateurs de section et les chefs de département dans les IESR sont élus au scrutin de liste au suffrage universel direct, égal et secret.

Article 4 : Le directeur et le directeur adjoint de l'école doctorale sont élus parmi les enseignants de rang A par un collège électoral composé:

- des enseignants nationaux titulaires jouissant de leurs droits civiques ;
- des enseignants non titulaires à raison de 30% des enseignants titulaires;
- des enseignants expatriés au regard de leur lettre de mission ou des enseignants contractuels dans les mêmes conditions que les enseignants nationaux de même rang ;
- des étudiants à travers le délégué général et le délégué général adjoint de l'UFR ;
- du personnel administratif, technique, ouvrier et de soutien à raison de 5% des enseignants votants de rang A et B.

Le directeur et le directeur adjoint de l'UFR, de l'école ou de l'institut sont élus parmi les enseignants de rang A par un collège électoral composé:

- des enseignants nationaux titulaires jouissant de leurs droits civiques ;
- des enseignants non titulaires à raison de 30% des enseignants titulaires ;
- des enseignants expatriés au regard de leur lettre de mission ou des enseignants contractuels dans les mêmes conditions que les enseignants nationaux de même rang ;
- des étudiants à travers le délégué général et le délégué général adjoint de l'UFR, de l'école ou de l'institut ;
- du personnel administratif, technique, ouvrier et de soutien à raison de 5% des enseignants votants de rang A et B.

Article 5 : Le coordonnateur de section et le chef de département sont élus par un collège électoral composé :

- des enseignants nationaux titulaires jouissant de leurs droits civiques ;
- des enseignants non titulaires ;
- des enseignants expatriés au regard de leur lettre de mission ou des enseignants contractuels dans les mêmes conditions que les enseignants nationaux de même rang ;
- des étudiants à travers le délégué général et le délégué général adjoint de l'établissement ;
- du personnel administratif, technique, ouvrier et de soutien à raison de 5% des enseignants votants de rang A, B.

Article 6 : Un enseignant disposant d'une absence justifiée peut voter par procuration dûment écrite de sa main et signée de lui. Dans ce cas, la procuration est accompagnée de la pièce justificative.

Aucun électeur ne peut présenter plus d'une procuration à la fois. La procuration est authentifiée par le premier responsable de l'institution d'enseignement supérieur.

Un enseignant en détachement qui continue d'assurer sa charge pédagogique peut voter.

SECTION II : DECLARATION DE CANDIDATURE

Article 7 : Les candidats aux postes de directeur et de directeur adjoint d'établissement, de coordonnateur de section et de chef de département font acte de candidature par liste en écrivant au premier responsable de l'IESR vingt et un (21) jours au plus tard avant la date des élections.

Le premier responsable de l'IESR examine la validité des candidatures au regard des dispositions du présent arrêté et rend publique par voie d'affichage la liste des candidats agréés, quinze (15) jours au plus tard avant la date des élections.

Article 8 : La déclaration de candidature doit comporter les noms et prénoms, le grade universitaire, le poste à briguer et une copie de la carte nationale d'identité burkinabè (CNIB). La déclaration est signée des deux candidats.

Article 9 : Tout candidat au scrutin peut contester la régularité d'une liste de candidatures devant la commission de supervision dans un délai de deux (2) jours ouvrables après la publication des listes.

La requête est adressée au président de la commission de supervision. Elle doit contenir tous les renseignements pouvant permettre un jugement objectif et une décision rapide.

Article 10 : Aucun candidat ne peut figurer sur deux listes distinctes.

Article 11 : Les élections des directeurs et des directeurs adjoints d'établissement, des coordonnateurs de section et des chefs de département se déroulent au scrutin majoritaire à un tour.

CHAPITRE II : CONDITIONS D'ELIGIBILITE

Article 12 : Est éligible aux postes de directeur et de directeur adjoint d'établissement, de coordonnateur de section et de chef de département, tout enseignant de l'IESR remplissant les conditions ci-dessous :

- être de nationalité burkinabè ;
- être enseignant de rang A ;
- En cas d'absence de candidat de rang A, les enseignants de rang B peuvent, à l'exception des écoles doctorales, faire acte de candidature après ouverture d'une autre session d'appel à candidature par le président de l'IESR dans les mêmes délais que précédemment.

Article 13 : Aucun enseignant en stage de formation ou programmé pour un stage pour l'année des élections ne peut être élu directeur ou directeur adjoint sauf si la durée du stage n'excède pas trois (3) mois.

Article 14 : Ne sont pas éligibles :

- les enseignants non titulaires ;
- les enseignants en disponibilité ou en détachement autres que ceux visés à l'article 7 ci-dessus ;
- les enseignants privés de leur droit d'éligibilité par suite d'une sanction disciplinaire ;
- les enseignants déchus de leurs droits civiques ;
- les enseignants qui seront touchés par la limite d'âge en cours de mandat.

Article 15 : Les directeurs des écoles doctorales, les directeurs et les directeurs adjoints des UFR et les chefs de départements sont élus pour un mandat de trois (3) ans renouvelables une fois.

Toutefois, tout ancien responsable peut briguer un nouveau mandat pour le même poste, après une interruption d'au moins trois (3) ans.

CHAPITRE III : CAMPAGNE ELECTORALE

Article 16 : La campagne électorale en vue des élections des directeurs et des directeurs adjoints d'établissement, des coordonnateurs de section et des chefs de département est ouverte quatorze (14) jours avant le scrutin et est close à minuit, la veille du scrutin.

La date d'ouverture de la campagne électorale est fixée par arrêté du premier responsable de l'Institution d'Enseignement supérieur.

Article 17 : Il est interdit à tout candidat et à tout électeur d'user de diffamation, d'injures, d'acte de violence ou de provocation de nature à entacher la moralité et la sérénité de la campagne électorale.

Article 18 : Toute personne coupable des faits énoncés à l'article 17 ci-dessus, est interdite de vote et son éligibilité est suspendue pour une période de trois (3) ans révolus.

Article 19 : La commission de supervision visée à l'article 23 ci-dessous prononce la sanction.

Article 20 : La décision de la commission est susceptible de recours devant le tribunal administratif.

CHAPITRE IV : OPERATIONS ELECTORALES

Article 21 : Les élections se déroulent simultanément dans les établissements suivant un calendrier fixé par le premier responsable de l'Institution d'Enseignement supérieur.

Si les élections n'ont pas pu se tenir à la date fixée, elles sont reportées au premier jour ouvrable suivant.

En cas d'impossibilité de reprise des élections au premier jour ouvrable, le premier responsable de l'Institution d'Enseignement supérieur fixe une nouvelle date dans les quinze (15) jours qui suivent.

Article 22 : Pour veiller à la régularité des opérations électorales, il est institué une commission de supervision des élections.

Article 23 : La commission de supervision des élections des directeurs et des directeurs adjoints d'établissement, des coordonnateurs de section et des chefs de département se compose ainsi qu'il suit :

- Président : le premier responsable de l'institution d'enseignement supérieur ;
- Vice-président : le vice-président chargé des enseignements et des innovations pédagogiques pour les unités de formation et de recherche, les instituts et les écoles et le vice-président chargé de la recherche et de la coopération internationale pour les écoles doctorales ;
- Secrétaire : le secrétaire général de l'Institution d'Enseignement supérieur ;
- Membres :
 - un représentant par syndicat des enseignants du supérieur ;
 - un représentant des enseignants désigné parmi les enseignants de rang A membres du conseil d'administration de l'institution d'enseignement supérieur ou à défaut de rang B ;
 - un représentant des étudiants désigné parmi les délégués élus membres du conseil d'administration de l'institution d'enseignement supérieur ;

- un représentant du personnel administratif, technique, ouvrier et de soutien désigné parmi les membres du conseil d'administration de l'institution d'enseignement supérieur.

Aucun membre enseignant de la commission de supervision ne peut être candidat. Au cas où tous les représentants des enseignants membres du Conseil d'Administration sont candidats, le représentant des enseignants est choisi parmi les enseignants non membres du conseil.

Article 24 : Le président de la commission supervise toutes les activités afférentes aux élections et rend compte au ministre en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Le Vice-président chargé des enseignements et des innovations pédagogiques seconde et supplée le président.

Le secrétaire général est chargé du secrétariat de la commission de supervision des élections.

Article 25 : Dans chaque établissement, il est créé un bureau de vote. Le bureau de vote est composé d'un président, d'un ou de deux assesseurs et d'un secrétaire, tous désignés par le premier responsable de l'institution d'enseignement supérieur sur proposition du directeur d'établissement.

Article 26 : Les candidats de chaque liste ont le droit de désigner un délégué pour siéger au bureau de vote.

Article 27 : Le président du bureau de vote est responsable de la police sur les lieux de vote. Il détermine les conditions de sécurité et de stationnement et prend toute mesure visant à éviter les encombrements. Pour ce faire, il peut procéder à des expulsions en cas de troubles caractérisés.

Article 28 : L'arrêté du premier responsable de l'Institution d'Enseignement supérieur convoquant les électeurs, précise l'heure d'ouverture et de fermeture du scrutin.

Le président du bureau de vote doit constater, au commencement des opérations de vote, l'heure à laquelle le scrutin est ouvert. Celle-ci est portée dans le procès-verbal. Le scrutin peut être clos avant l'heure, dès lors que tous les électeurs inscrits ont voté.

Article 29 : Dans chaque lieu de vote, le président fait disposer sur la table du bureau de vote les bulletins de chaque liste en nombre au moins égal à celui des électeurs inscrits. En cas de liste unique, des bulletins portant les mentions « oui » et « non » sont déposés.

Article 30 : Le scrutin est secret. Le vote se fait sous enveloppe réglementaire. Avant l'ouverture du scrutin, le président du bureau de vote doit constater que le nombre des enveloppes correspond au moins à celui des inscrits.

Si par suite d'une difficulté d'approvisionnement, les enveloppes font défaut, le président du bureau de vote est tenu de les remplacer par d'autres d'un type uniforme, frappées du sceau de la présidence de l'Institution d'Enseignement supérieur.

Mention est faite de ce remplacement au procès-verbal et deux des enveloppes dont il a été fait usage y sont annexées.

Article 31 : Dans chaque bureau de vote, il est installé un ou plusieurs isoloirs et une urne. L'urne a une seule ouverture destinée à laisser passer l'enveloppe. Les isoloirs doivent être placés de façon à ne pas dissimuler au public les opérations électorales autres que la mise du bulletin dans l'enveloppe.

Article 32 : Avant l'ouverture du scrutin, le président du bureau de vote fait constater devant les électeurs et les délégués des candidats présents que l'urne est vide. Ce constat fait, l'urne doit être mise sous scellée.

Article 33 : A son entrée dans le lieu de vote, l'électeur porteur de sa carte d'identité, après avoir fait constater son identité, prend lui-même une enveloppe et les bulletins de vote mis à sa disposition. Sans quitter le lieu de vote, il se retire dans un isoloir et met le bulletin de son choix dans l'enveloppe. Les autres bulletins sont jetés dans la poubelle se trouvant dans l'isoloir.

Il fait ensuite constater au président qu'il n'est porteur que d'une seule enveloppe. Le président le constate sans toucher à l'enveloppe et l'électeur l'introduit lui-même dans l'urne.

Article 34 : Le bureau de vote statue provisoirement sur les difficultés qui se présentent lors des opérations électorales. Ses décisions sont motivées.

Les réclamations et les décisions sont inscrites au procès-verbal. Les pièces et les bulletins qui s'y rapportent sont annexés au procès-verbal après avoir été paraphés par le bureau.

Pendant toute la durée des opérations, une copie de la liste des électeurs reste déposée sur le bureau de vote. Le vote de l'électeur est constaté par sa signature en marge de son nom.

Article 35 : Le président du bureau de vote constate l'heure de clôture du scrutin et la porte au procès-verbal. Après la clôture, aucun vote ne peut être reçu.

Cependant, les électeurs déjà alignés et attendant leur tour sont autorisés à voter. Pour ce faire, le président récupère leurs cartes d'identité et les fait voter dans l'ordre jusqu'à épuisement des cartes en sa possession.

Article 36 : Après la clôture du scrutin, il est procédé au dépouillement des voix de la manière suivante :

- l'urne est ouverte et le nombre des enveloppes vérifié ; si le nombre est supérieur ou inférieur à celui des émargements sur la liste, mention en est faite au procès-verbal ;
- les membres du bureau de vote procèdent au décompte des voix ;
- ils sont assistés de scrutateurs choisis parmi les électeurs présents ;
- le dépouillement s'effectue sur une table sur laquelle les enveloppes sont déposées.

Un scrutateur extrait le bulletin contenu dans chaque enveloppe, lit à haute voix les indications qui y sont portées. Ces indications sont relevées par deux (02)

scrutateurs au moins et reportées sur les feuilles de dépouillement préparées à cet effet.

Article 37 : Sont considérés comme nuls :

- les bulletins sur les quels les votants se sont fait connaître ;
- les bulletins trouvés en double dans une enveloppe ;
- les bulletins trouvés dans l'urne sans enveloppe ou dans des enveloppes non réglementaires ;
- les bulletins ou enveloppes portant des signes extérieurs ou intérieurs de reconnaissance.

Les bulletins ou enveloppes non réglementaires sont annexés au procès-verbal et contresignés par les membres du bureau de vote. Mention des irrégularités est portée sur chaque bulletin ou enveloppe.

Si l'annexion n'a pas été faite, cette circonstance n'entraîne l'annulation des opérations électorales qu'autant qu'il est établi qu'elle a eu pour but et pour conséquence de porter atteinte à la régularité du scrutin.

Article 38 : Le président du bureau de vote donne lecture des résultats provisoires à haute voix.

Article 39 : Les procès-verbaux des opérations électorales de chaque bureau de vote sont établis séance tenante en trois (03) exemplaires dont deux (02) sont acheminés au premier responsable de l'Institution d'Enseignement supérieur, président de la commission de supervision des élections. Le troisième exemplaire est conservé dans les archives de l'établissement.

CHAPITRE V : RECENSEMENT DES VOTES ET PROCLAMATION DES RESULTATS

Article 40 : Au vu des résultats de tous les procès-verbaux des bureaux de vote, la commission de supervision effectue le recensement des votes. Il en est dressé un procès-verbal des résultats obtenus.

Article 41 : La proclamation des résultats définitifs est effectuée par la commission de supervision dans les trois (3) jours francs suivant la réception des procès-verbaux.

En cas de partage égal des voix, la liste du candidat au poste de directeur ou chef de département, le plus ancien dans le grade le plus élevé l'emporte.

En cas de liste unique, si les bulletins négatifs l'emportent, celle-ci n'est pas élue.

En cas d'égalité entre le « oui » et le « non », la liste n'est pas élue.

Article 42 : Les autorités compétentes usent de leur pouvoir en matière de nomination dans les cas suivants :

- en cas de liste unique, si les bulletins négatifs l'emportent ;
- en cas de liste unique et de partage égal des voix ;
- en cas d'absence de liste de candidature.

CHAPITRE VI : CONTENTIEUX

Article 43 : Tout candidat au scrutin peut contester la régularité des opérations électorales devant la commission de supervision dans un délai de deux (2) jours ouvrables après la proclamation des résultats.

La requête est adressée au président de la commission de supervision. Elle doit contenir tous les renseignements pouvant permettre un jugement objectif et une décision rapide.

La décision de la commission de supervision est susceptible de recours devant le tribunal administratif.

CHAPITRE VII : DISPOSITIONS PARTICULIERES

Article 44 : Les directeurs et les directeurs adjoints d'écoles doctorales sont nommés par arrêté du Ministre en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Les directeurs et les directeurs adjoints d'UFR, d'école ou d'institut sont nommés par arrêté du Ministre en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Les coordonnateurs de section et les chefs de départements sont nommés par le président de l'IESR sur proposition du directeur d'UFR, conformément aux résultats officiels des élections.

Article 45 : En cas de vacance de poste du directeur ou du directeur adjoint de l'école doctorale pour la durée restante du mandat, le premier responsable de l'IESR propose en nomination un nouveau directeur après consultation du Conseil de l'école doctorale.

En cas de vacance de poste avant terme d'un directeur d'UFR, d'école ou d'institut, son adjoint est nommé directeur pour la durée restante du mandat. Le premier responsable de l'IESR propose en nomination le directeur adjoint après consultation du Conseil scientifique de l'établissement.

En cas de vacance de poste avant terme d'un directeur adjoint d'UFR, d'école ou d'institut, le premier responsable de l'IESR propose en nomination le nouveau directeur adjoint après consultation du directeur.

En cas de vacance de poste avant terme d'un coordonnateur de section ou d'un chef de département, le directeur de l'établissement propose en nomination le nouveau coordonnateur de section ou le nouveau chef de département.

Article 46: Le directeur ou le directeur adjoint de l'école doctorale nommé peut être démis de son mandat par le Ministre en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche sur rapport du premier responsable de l'IESR.

Le directeur ou le directeur adjoint de l'UFR, de l'école ou de l'institut nommé peut être démis de son mandat par le Ministre en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche sur rapport du premier responsable de l'IESR.

Le coordonnateur de section ou le chef de département nommé peut être démis de son mandat par le président de l'IESR sur rapport du directeur de l'établissement.

Article 47: Le directeur ou le directeur adjoint de l'école doctorale nommé à une fonction incompatible avec son mandat est tenu de faire une déclaration d'option dans un délai de trente (30) jours. Passé ce délai, il est démis d'office de son mandat de directeur ou de directeur adjoint d'école doctorale par le premier responsable de l'IESR.

Le directeur ou le directeur adjoint de l'UFR, de l'école ou de l'institut, nommé à une fonction incompatible avec son mandat sont tenus de faire une déclaration d'option dans un délai de trente (30) jours. Passé ce délai, ils sont démis d'office de leur mandat par le Ministre en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Le coordonnateur de section ou le chef de département nommé à une fonction incompatible avec son mandat sont tenus de faire une déclaration d'option dans un délai de trente (30) jours. Passé ce délai, ils sont démis d'office de leur mandat par le premier responsable de l'IESR.

Article 48: Le directeur ou le directeur adjoint d'établissement qui, pour une cause antérieure à son élection ou découverte après celle-ci, est démis de ses fonctions lorsque cette cause, si elle était connue serait de nature à empêcher sa candidature. Dans ce cas, la démission est prononcée par le Ministre en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche sur rapport du président de l'IESR.

Le coordonnateur de section ou le chef de département dans les IESR, qui, pour une cause antérieure à son élection ou découverte après celle-ci est démis de ses fonctions lorsque cette cause, si elle était connue serait de nature à empêcher sa candidature. Dans ce cas, la démission est prononcée par le président de l'IESR sur rapport du directeur de l'établissement.

Article 49: En cas de fautes graves commises par le directeur ou le directeur adjoint d'établissement, le coordonnateur de section ou le chef de département, celui-ci est immédiatement suspendu de ses fonctions.

Article 50: Aucune sanction ne peut être prononcée contre un directeur ou un directeur adjoint d'établissement, un coordonnateur de section ou un chef de département sans que celui-ci ne puisse exercer ses droits de la défense auprès du premier responsable de l'institution.

Article 51 : Le directeur ou le directeur adjoint d'établissement, le coordonnateur de section ou le chef de département suspendu en vue d'être auditionné doit voir sa situation réglée dans un délai de trente (30) jours. Passé ce délai, il est remis en activité.

En cas de suspension du directeur ou du directeur adjoint de l'école doctorale, le premier responsable de l'IESR désigne un nouveau directeur ou un directeur adjoint intérimaire après consultation du Conseil de l'école doctorale.

En cas de suspension d'un directeur d'UFR, d'école ou d'institut, pour faute grave, l'intérim est assuré par son adjoint.

Lorsque la suspension concerne un directeur adjoint d'UFR, d'école ou d'institut, l'intérim est assuré par un chef département de la même UFR.


En cas de suspension du directeur et du directeur adjoint d'UFR, d'école ou d'institut, l'intérim est assuré par des chefs de département de la même UFR nommé par le président de l'IESR.

Lorsque la suspension pour faute grave concernant le coordonnateur de section ou le chef de département, le directeur d'UFR désigne un nouveau coordonnateur ou un nouveau chef de département après consultation du premier responsable de l'IESR.

Article 52 : Au cas où un établissement ne dispose pas de chef de département en nombre d'occuper lesdites fonctions, il appartient au président de procéder à la nomination de deux enseignants du même établissement pour occuper les fonctions de directeur et de directeur adjoint d'UFR. La révocation est la cessation de fonction du directeur ou du directeur adjoint d'établissement, du coordonnateur de section et du chef de département suite à une sanction disciplinaire. Elle est prononcée par le Ministre en charge de l'enseignement supérieur.

Article 53 : Sont constitutifs de faute grave pouvant entraîner la révocation du directeur ou du directeur adjoint d'établissement, du coordonnateur de section ou du chef de département:

- 1) le détournement de biens et/ou de deniers publics ;
- 2) la concussion et/ou la corruption ;
- 3) le faux en écriture publique et usage de faux ;
- 4) l'endettement de l'institution résultant d'une faute de gestion ;
- 5) le refus de réunir les instances de l'établissement conformément aux textes en vigueur ;
- 6) le refus de signer un acte académique régulier et/ou de transmettre à l'autorité de tutelle une délibération des instances ;



- 7) l'absence du directeur depuis plus de deux mois pour des raisons autres que celles relatives à l'intérêt de l'établissement ou de santé ;
- 8) la poursuite devant un tribunal répressif ou condamnation pour des faits et actes punis par la loi, à l'exception des contraventions de simple police ou des délits d'imprudence, hormis les cas de délit de fuite concomitant.

En tout état de cause, le directeur ou le directeur adjoint d'établissement, le coordonnateur de section et le chef de département prévenu des fautes graves ci-dessus énumérées peut faire l'objet de suspension préalable prononcée par l'autorité de tutelle.

Article 54 : Nonobstant les dispositions de l'article 53 ci-dessus, il peut être mis fin aux fonctions du directeur et/ou de son adjoint d'établissement, du coordonnateur de section et du chef de département dans les cas suivants :

- 1) inaptitude physique ou mentale dument constaté ;
- 2) tout comportement du directeur ou du directeur adjoint d'établissement, du coordonnateur de section et du chef de département de nature à entraîner le dysfonctionnement ou le ralentissement des activités administratives, académiques et pédagogiques au sein de l'établissement.

Article 55 : Toute décision de l'autorité portant suspension ou révocation du directeur ou du directeur adjoint d'établissement, du coordonnateur de section et du chef de département est susceptible de recours administratif et juridictionnel.

Article 56 : Le directeur ou le directeur adjoint d'établissement peut démissionner de son poste pour convenance personnelle. Dans ce cas, la demande de démission est adressée au Ministre en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche, par lettre recommandée avec accusé de réception. Ampliation en est faite au premier responsable de l'institution. Le démissionnaire continue d'exercer ses fonctions jusqu'à l'acceptation de la démission par le Ministre en charge de l'enseignement supérieur.

Le coordonnateur de section ou le chef de département peut démissionner de son poste pour convenance personnelle. Dans ce cas, la demande de démission est adressée au président de l'IESR, par lettre recommandée avec accusé de réception. Ampliation en est faite au directeur de l'établissement. Le démissionnaire continue d'exercer ses fonctions jusqu'à l'acceptation de sa démission par le président de l'IESR.

Article 57 : En cas de décès, de démission, de révocation ou de tout autre empêchement absolu et définitif, il est procédé à l'élection d'un nouveau directeur ou directeur adjoint d'établissement, d'un nouveau coordonnateur de section ou de chef de département dans un délai maximum de quatre-vingt-dix (90) jours. En attendant cette élection, la conduite des activités de l'établissement est assurée dans les conditions suivantes :

- en cas de décès du directeur d'établissement, le directeur adjoint est d'office chargé de l'intérim.
- en cas de décès du coordonnateur de section ou du chef de département, l'intérimaire est désigné par le directeur d'UFR.

Article 58 : Lorsque le directeur ou directeur adjoint d'établissement, le coordonnateur de section ou le chef de département est révoqué, démis ou suspendu, son intérimaire exerce la plénitude de ses fonctions.

CHAPITRE VIII : DISPOSITIONS FINALES

Article 59 : Les modalités d'application du présent arrêté restent à couvrir en tant que de besoin par arrêté du premier responsable de l'institution d'enseignement supérieur.

Articles 60 : le présent arrêté abroge toutes dispositions antérieures contraires.

Articles 61 : Le Secrétaire général du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation, et les premiers responsables des institutions d'enseignement supérieur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 20/12/2019



Pr Alkassoum MAIGA
Officier de l'Ordre de l'Étalon